L'économie solidaire — les mouvements dans des niches du capitalisme

Stefan Kerber-Clasen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/408>

DOI : 10.4000/variations.408

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

Stefan Kerber-Clasen, « L'économie solidaire — les mouvements dans des niches du capitalisme », *Variations* [En ligne], 17 | 2012, mis en ligne le 15 octobre 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/408> ; DOI : 10.4000/variations.408

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Les ami•e•s de Variations

L'économie solidaire – les mouvements dans des niches du capitalisme

Stefan Kerber-Clasen

- 1 La sociologie critique du travail en Allemagne n'est pas sensible aux phénomènes quantitativement marginaux. Personne n'a pour le moment étudié en profondeur les développements de l'économie solidaire à partir des années 2000. Si on considère avant tout des indicateurs quantitatifs pour déterminer l'importance des changements sociétaux ou de l'économie on devrait certainement s'occuper de la précarité du travail, du chômage, de la discrimination structurelle des femmes sur le marché du travail ou des possibilités des renouvellements du mouvement syndical, etc. Suivant une approche critique il est en revanche essentiel de rester attentif aux développements non-dominants ; et encore plus, si ce sont des développements démocratiques, égalitaires et solidaires.
- 2 Ce manque de sensibilité n'est pas seulement un problème d'attention empirique mais aussi une manifestation des approches théoriques qui dominent les débats critiques en Allemagne. S'intéresser à l'économie solidaire et toute la tradition des économies autres, alternatives, coopératives peut être considérée donc comme ce qu'Herbert Marcuse a appelé « *une analyse des faits à la lumière de leurs possibilités entravées et niées* »¹. Étudier ces développements qui constituent des niches ou des refuges dans le capitalisme signifie alors en soi une forme de critique selon le postulat d'Oskar Negt et Alexander Kluge². Certes, quelques universités emploient toujours des professeurs étudiant des coopératives, mais la dimension politico-sociale des coopératives ouvrières³ est presque toujours oubliée, ignorée, négligée ou ouvertement niée.
- 3 Récemment, différents courants de la pensée critique ont redécouvert ces coopératives – l'élément le plus connu et le plus discuté de l'économie solidaire – comme une forme économique démocratique et émancipatrice. John Holloway discute de l'auto-organisation des personnes dans des coopératives ouvrières comme d'un moyen de lutter quotidiennement contre le capitalisme ; même si le non-travail, « le faire », reste son intérêt principal. Le théoricien francfortien Alex Demirović intègre des réflexions sur les

coopératives aux débats théoriques allemands autour du concept de *Wirtschaftsdemokratie* (démocratie économique). Il considère leurs potentiels démocratiques pour amplifier le concept de *Wirtschaftsdemokratie* qui se situe traditionnellement à l'aile gauche des syndicats allemands et qui d'ailleurs depuis les années 1920 a négligé les coopératives ouvrières. Même les défenseurs d'un marxisme plutôt orthodoxe ont franchement accepté que leur idée d'une économie bureaucratiquement planifiée ait perdue toute force de persuasion. Par exemple, l'allemand Michael Krätke ou l'américain Eric Olin Wright discutent maintenant d'un socialisme de marché combiné à des coopératives, comme d'organisations fondamentales de la production. Leurs analyses restent cependant trop superficielles car ils considèrent les 800 millions de membres des coopératives du monde entier comme des acteurs prêts à transformer radicalement leurs sociétés. La revue *Rethinking marxism* a même publié un symposium sur une analyse des coopératives ouvrières qui débat avant tout de la non-exploitation des travailleurs et des effets sur la distribution de la plus-value. Sur le plan théorique, seuls l'anarcho-syndicalisme et le socialisme/communisme des conseils n'ont pas eu besoin de réinventer des concepts d'une production libertaire et coopérative. Car c'est dans ces courants que l'idée d'un socialisme coopératif est toujours restée à l'ordre du jour. « Parecon » de Michael Albert, parmi les publications importantes récentes, montre que des arguments, des pratiques et aussi des forums nouveaux, des débats en ligne se développent et évoluent parmi les militants⁴⁵.

- 4 Les coopératives, de même que les autres formes d'une économie solidaire ou alternative, ne font pas seulement discuter quelques théoriciens. En Allemagne, en France, aux États-Unis, et surtout en Amérique latine (Argentine, Venezuela, Brésil, Bolivie) et ailleurs, des mouvements pluraux autour des pratiques non-capitalistes et des idées plus ou moins élaborées et partagées se sont développées depuis les années 1990 ou 2000. En Allemagne, c'est surtout dans l'esprit du mouvement altermondialiste que ces idées ont gagné du terrain, importées d'Amérique latine par les forums sociaux mondiaux, diffusées par des conférences et des livres. Ils ont développé leurs propres discours, guère influencés par les débats théoriques.
- 5 Si on considère des espaces publics et les espaces publics oppositionnels, la situation de l'économie solidaire allemande reste néanmoins assez méconnue et peu débattue pour le moment, même si le nombre de personnes critiques envers le développement récent du capitalisme a augmenté considérablement ces dernières années. De cette manière, ces discours publics sont au moins plus ouverts aux alternatives, dans et au-delà du capitalisme, et l'économie solidaire est devenue une notion établie et un terme accepté.
- 6 Cet intérêt a été stimulé aussi par l'un ou l'autre cas plutôt spectaculaire et médiatisée des (tentatives de) reprises d'usine. Une usine occupée de manufacture de vélos a été reprise par les salariés. Ils ont continué la production sous le label Strike Bike pendant deux ans avant de faire faillite. Il y a eu le producteur des vêtements écologiques Hess Natur⁶ : les salariés, les clientes et les altermondialistes ont protesté contre sa vente à un *equity fund* qui investit aussi dans les industries d'armements. Dans le cas de Hess Natur, c'est l'ensemble de ces acteurs qui ont construit une alliance forte et déterminée, mais qui n'a pas encore réussi à racheter l'entreprise et à la transformer en coopérative. Il existe d'autres cas, notamment dans le commerce⁷.
- 7 Je prends en compte que la situation actuelle, les développements historiques et récents de l'économie solidaire en Allemagne sont encore moins connus hors de l'Allemagne. C'est pourquoi je cherche ici à esquisser l'état du débat et les pratiques de l'économie

solidaire ou alternative en Allemagne. Les perspectives mais aussi les défis actuels pour les acteurs seront étudiés au travers d'une approche orientée par la théorie critique : les défis pour des personnes dans les mouvements sociaux, les syndicats, les universités, les auteurs et auteures critiques eux-mêmes.

Des luttes anticapitalistes au quotidien

- 8 Toutes les pratiques de l'économie solidaire – soit les coopératives ouvrières, les coopératives de consommation, la production coopérative d'énergie, le commerce équitable, l'agriculture solidaire, les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, etc. – peuvent être considérés comme des luttes anticapitalistes au quotidien. Ils interrogent et défient potentiellement d'une manière ou d'une autre la domination matérielle, symbolique et imaginaire du capitalisme, la pensée unique néolibérale, la concurrence individuelle, les hiérarchies dans les entreprises. Des individus impliqués dans ces pratiques expérimentales peuvent faire des expériences d'autonomie, autodétermination et de résistance au quotidien qu'ils peuvent partager avec d'autres. Ainsi ils développent aussi des compétences variées, dont le savoir-faire démocratique, celui d'apprendre, de discuter et de décider collectivement.
- 9 Vus de cette manière, les vieux débats sur la possibilité d'une existence permanente d'îlots socialistes dans la mer capitaliste apparaissent différents. Car les valeurs des coopératives pour un développement émancipateur de nos sociétés ne résident pas dans leur succès à établir une contre-hégémonie⁸ ou d'y contribuer, mais dans les expérimentations elles-mêmes⁹, comme utopie concrète, et leurs influences non-déterminables aux autres individus. En même temps, ces expérimentations sont pleines de contradictions comme toute pratique sociale, qu'elle soit nommée réformiste, radicale ou révolutionnaire¹⁰. C'est pourquoi il est erroné de discuter sans cesse la *degeneration thesis* qui constate que les coopératives ouvrières disparaissent sans succès économique ou qu'elles se transforment en entreprises capitalistes¹¹. Même si ces deux dangers font partie des enjeux importants pour les activistes impliqués dans l'économie solidaire.
- 10 Une analyse critique doit pointer aussi les pratiques et structures où des relations capitalistes, patriarcales ou racistes se reproduisent : La critique féministe montre par exemple que les hiérarchies entre les sexes qui font partie intégrante des pratiques économiques de nos sociétés persistent et ne sont pas considérées par les acteurs comme un problème, tant cette hiérarchie est intériorisée. Ici des problèmes pratiques autant que théoriques se démontent, une insensibilité pour des relations hiérarchisées au-delà des injustices de classes mais aussi la négligence d'un regard critique sur le travail – les procès du travail hétéronomes ne sont pas ni vraiment analysées, ni touchés, ni transformés.

Le prédécesseur de l'économie solidaire en Allemagne

- 11 Depuis les années 2000, et surtout depuis une conférence organisée par Attac en 2006, le sujet de « l'économie solidaire » est débattu un peu partout par des activistes altermondialistes en Allemagne. Au cours de la décennie précédente, la situation avait été complètement différente. Comme ailleurs, la gauche n'avait pas vraiment su aborder « la fin de l'histoire ». Les idées alternatives étaient sans influence et elles n'ont ni réveillé

l'esprit utopique, ni donné orientation pratique aux acteurs. Bien que les débats récents sur l'économie solidaire ne soient pas nouveaux, ils se déroulent en général sans connaître et sans considérer explicitement les expériences historiques. On devrait tenir compte de trois traditions et développements historiques pour mieux comprendre et évaluer les mouvements actuels : le mouvement coopératif classique, le débat syndical autour du concept d'une démocratie économique (« Wirtschaftsdemokratie ») et le mouvement alternatif des années 1970/80¹².

- 12 Il existe une longue tradition coopérative en Allemagne accompagnée par des discours théoriques et conceptuels autour de ces pratiques. Des courants du coopératisme chrétien, libéral et socialiste se sont développés en parallèle depuis la deuxième moitié du XIXe siècle. Le mouvement coopératif socialiste a existé jusqu'au début du nazisme en 1933. Il a été alors interdit et brutalement détruit. Après le nazisme et la deuxième guerre mondiale, les idées socialistes ne faisaient plus partie du mouvement coopératif. Il n'en restait que des acteurs sociaux-démocrates, à côté des libéraux et des conservateurs. Les plus progressifs parmi eux tentent aujourd'hui de coopérer avec de nouveaux acteurs de l'économie solidaire.
- 13 Le concept de « Wirtschaftsdemokratie »¹³ et les idées voisines¹⁴ ont été débattus depuis les années 1920, surtout parmi les syndicalistes et des socialistes à gauche de la social-démocratie. Même si aujourd'hui on considère souvent, au sein des syndicats, la codétermination au sein des entreprises et le pouvoir des syndicats de négocier des conventions collectives comme les éléments clés de la « Wirtschaftsdemokratie », l'idée originale et les interprétations gauchistes ont toujours été plus amples. Les syndicats ont insisté sur la notion d'une démocratisation de l'économie entière avec un Etat fort mais démocratisé, assumant une responsabilité très importante. Les coopératives ont toujours joué un rôle mineur dans ce débat et dans les pratiques des syndicats. Seules les entreprises reprises sous forme de coopératives n'ont pas été négligées, comme alternative au chômage des salariés des entreprises en difficulté. Le sujet des entreprises reprises faisait partie des débats des années 1980. Aujourd'hui il a à nouveau capté l'attention dans les secteurs à gauche des syndicats et dans le parti politique Die Linke. Au travers de ce sujet, ces courants se relient au mouvement de l'économie solidaire.
- 14 Une troisième tradition s'est développée à partir de 1968 et jusqu'aux années 1980 : le mouvement alternatif ou mouvement d'autogestion. Il critiquait plus radicalement la société productiviste de consommation. « Travailler autrement, vivre autrement », sous ce slogan on a essayé de réaliser des alternatives au quotidien. À côté des expérimentations de travailler et vivre ensemble dans des « communes », des (très petites) entreprises collectives ou des coopératives ouvrières se sont établies dans ces années-là : des coopératives de production artisanale, des librairies, des cafés, des imprimeries, le quotidien national *Taz*. Beaucoup d'entre elles n'ont existé que quelques années. Aujourd'hui certaines d'entre elles subsistent cependant dans des villes universitaires. Ces expérimentations ont été accompagnées par le développement de discours théoriquement et idéologiquement diversifiés. Des activistes des années 1970/80 et des travailleurs/responsables des entreprises collectives fondées dans cette période et encore économiquement actives participent aujourd'hui aux débats de l'économie solidaire.

Débats et pratiques actuelles de l'économie solidaire en Allemagne

- 15 En Allemagne, contrairement aux pays d'Amérique latine mais aussi à la France, « l'économie solidaire » n'est pas définie officiellement par des institutions publiques. Pour le moment, en Allemagne, l'État ne s'occupe guère des pratiques alternatives, à part les coopératives. C'est le mouvement lui-même qui a réussi à imposer publiquement ses définitions.
- 16 Dans les textes sortis ces dernières années, divers auteurs et auteures ont essayé d'éclairer ce que signifie pour eux et pour elles l'expression « économie solidaire » en renonçant à s'appuyer explicitement sur des traditions, soit intellectuelles, soit politiques. Selon les positions et les aspirations personnelles et politiques, les définitions varient mais il existe un large consensus sur les aspects suivants¹⁵ : L'économie solidaire décrit un modèle économique alternatif – soit comme idée soit en pratique – qui s'oppose au système économique et sociétal néolibéral actuel. Ce n'est pas la logique du profit qui fait tourner cette économie, mais d'autres principes qui motivent les acteurs : une orientation vers les vrais besoins des individus, solidarité, coopération, démocratie et autodétermination économique¹⁶. Bien que les pratiques de l'économie solidaire soient intégrées dans des structures et processus capitalistes, les acteurs postulent et essaient de suivre ces principes. On se réfère au mouvement coopératif international mais cette référence semble plutôt due à une rhétorique internationaliste qu'à un vrai échange d'idées, qui n'existe que sporadiquement. La démocratie de base, comme valeur et but en elle-même mais aussi comme pratique quotidienne d'organiser la coopération et le travail, joue un rôle très important. Sur le plan écologique, les acteurs et actrices défendent un développement soutenable de l'économie et de la société, position parfois proche de celles des courants de la décroissance.
- 17 Il n'existe pas de chiffres officiels qui décrivent l'économie solidaire entière ou des parties d'elle. Le nombre des coopératives et des autres formes alternatives n'est pas connu, ni le nombre des personnes impliquées. On pourrait se contenter de constater que c'est un phénomène quantitativement marginal. Cependant il n'est ni inexistant ni exotique comme certains veulent nous le faire croire. Pour la première fois, un groupe de chercheurs à l'Université de Kassel a commencé à élaborer un système d'information sur l'économie solidaire. Il existe depuis quelques années¹⁷. Les informations rassemblées ne se réfèrent qu'à une région, le Nord de l'État fédéral de Hesse. Néanmoins ils ont réussi à montrer les différentes facettes de l'existence de l'économie solidaire. Les chercheurs ont intégré au système d'information toutes les entreprises autogérées et coopératives ouvrières qui s'orientent au plan local vers la société civile ou qui coopèrent avec d'autres organisations autogérées et qui prennent en compte la question écologique. De plus, des organisations qui soutiennent ou donnent des conseils aux entreprises autogérées ont été intégrées. Müller-Plantenberg et ses collègues décrivent la situation suivante : dans cette région existe 142 entreprises solidaires autogérées avec plus de 19 000 membres. Environ 1100 membres et plus de 600 non-membres travaillent dans des coopératives. La plupart des membres n'y travaillent pas, alors que pour la plupart ce ne sont pas des coopératives ouvrières. Elles existent dans des secteurs divers, avant tout l'agriculture, l'exploitation forestière et la production artisanale.

- 18 Pourquoi les individus y participent-ils ? Les sociologues n'ont pas fait une analyse approfondie de cette question. Leurs statistiques disent que les gens veulent « *développer une activité de propriété partagée* », s'intéressent à un « *développement commun de capacités personnelles* » et à « *la construction d'une source de pouvoir d'achat additionnelle* »¹⁸. Mais les phénomènes absents apparaissent aussi intéressants que les réponses données. Car ces statistiques centrées sur les coopératives négligent les autres formes de l'économie solidaire. Dans leur texte, « économie solidaire » signifie, comme souvent dans les débats, coopératives ouvrières et des autres types de coopératives.

L'économie solidaire comme sujet de recherche

- 19 Il n'y a guère d'études académiques au-delà d'une description de la situation actuelle de l'économie solidaire. Le nombre de publications est assez réduit. L'analyse exemplaire de ces textes sert à comprendre et à illustrer l'état des débats et à connaître les pratiques solidaires actuelles.
- 20 Deux livres qui résument des conférences importantes en 2006 et 2008 et qui ont lancé le terme « économie solidaire » en Allemagne, ont été édités par les altermondialistes d'Attac. Ces très courts textes rassemblés décrivent des facettes de la situation actuelle et énumèrent les défis plus importants pour le mouvement. En outre, ils reflètent les pratiques solidaires en Allemagne, en Italie, en Amérique latine et en Inde. D'autres études ont été réalisées par des membres du groupe de recherche à l'université de Kassel qui se réfèrent surtout à l'expérience brésilienne. De ces dernières études a surgi l'idée d'installer en Allemagne, d'abord à Kassel, des *incubadoras* selon le modèle brésilien¹⁹, des institutions faisant du *consulting* et qui offrent des possibilités d'éducation aux acteurs de l'économie solidaire. Les développements sur le plan européen et dans les Etats européens sont aussi étudiés pour déterminer si l'économie solidaire est aussi une approche progressive et moderne d'une politique socialiste. Le travail de Judith Dellheim répond positivement à cette question. Elle cherche à identifier les divers acteurs autour de l'économie solidaire et à déterminer leurs rôles et intérêts politiques (commission européenne, gouvernements, partis politiques, syndicats)²⁰. Elle propose d'élaborer des mesures politiques pour favoriser les coopératives.
- 21 Récemment la dimension historique de l'économie solidaire a été redécouverte. Dans une étude des entreprises du mouvement alternatif des années 1970 et 1980, Arndt Neumann s'intéresse aux échecs de ces entreprises collectives qui n'étaient pas capable de pratiquer ce qu'elles ont proclamé comme buts et valeurs²¹. De manière similaire, Herbert Klemisch et ses collègues ont réexaminé les expériences de reprises d'entreprises des trois dernières décennies²². Ils analysent surtout les possibilités de maintenir les postes de travail dans ces entreprises/coopératives. Gisela Notz, finalement, a repris le fil de la pensée critique dans un essai qui s'occupe des théories de l'économie alternative et de leurs effets pour la pratique solidaire à partir du XIXe siècle²³, depuis Charles Fourier, les anarchistes allemands autour de Gustav Landauer, jusqu'au mouvement alternatif de nos jours.
- 22 Elisabeth Voß, une des auteures qui a déjà participé au mouvement alternatif et à leurs débats, a récemment publié un « guide de l'économie solidaire ». Elle décrit les approches variées, existant parallèlement en Allemagne, en Autriche et en Suisse et souvent sans contact entre elles. La question du pourquoi de l'ignorance des acteurs vis-à-vis des

autres courants du mouvement reste sans réponse. Elle renonce à une analyse comparative des pratiques et des théories qui pourraient l'expliquer. Car elle ne veut que rendre visible l'ampleur de l'économie solidaire, sans définir ou identifier le mouvement ni critiquer des approches et des pratiques²⁴.

- 23 Des études sociologiques qui ont ciblé les diverses dimensions du travail coopératif ont été réalisées par Burghard Flieger à partir des années 1980²⁵. Il a analysé et proposé une typologie empirique différenciée des diverses formes de coopératives ouvrières existant en Allemagne. De cette manière il a essayé d'éclairer la relation entre les principes coopératifs et leur réalisation dans des processus internes de prise des décisions et du travail. En plus il a été parmi les seuls qui ont vivement critiqué les analyses élaborées par des chercheurs académiques libéraux et leurs fondements idéologiques. En discutant leurs études, il a démontré la tendance dominante à négliger ou nier les dimensions politiques, utopiques ou critiques des coopératifs existants en faveur des analyses managériales et positivistes.
- 24 Les positions féministes sont restées toujours marginales dans les discussions allemandes. Le mouvement des années 1970/1980 était dominé par des positions et des personnes masculines. Le mouvement féministe a participé à quelques-unes de ces expérimentations. Mais en même temps il a essayé de réaliser des projets coopératives propres, exclusivement par et pour des femmes. De cette manière, il existait un discours féministe autour des projets des femmes qui a parlé de leurs vues sur l'économie solidaire. Sibylle Plogstedt a récemment revisité les expériences de ces femmes en réalisant des interviews avec des activistes des décennies précédentes. Quant aux entreprises fondées par ces femmes, elle constate que les entreprises collectives se sont transformées en des entreprises normales, avec des femmes comme auto-entrepreneures qui coopèrent entre elles²⁶. Gisela Notz en revanche s'intéresse plutôt à la sociologie du travail : ségrégation des tâches domestiques et professionnelles, discrimination salariale des femmes, temps de travail, séparation et interdépendance de la sphère publique et de la sphère privée, hiérarchie informelle au sein des coopératives. Car ces dimensions qui n'étaient pas étudiées empiriquement ces dernières décennies, elle les considère surtout sur un plan théorique²⁷. Bref : organiser l'économie et le travail de façon coopérative ne veut pas dire aborder ou déconstruire les autres « axes des inégalités »²⁸. Les coopératives et toutes les autres formes d'économie solidaire doivent être considérées comme immergées dans les structures capitalistes, patriarcales et racistes existantes²⁹.
- 25 Les syndicalistes de gauche ont débattu des expérimentations alternatives des années 1980 sous un angle différent. Au centre de leurs arguments se trouvait la notion de l'auto-exploitation volontaire, l'acceptation des conditions de travail inférieures à des conditions d'emploi capitalistes moyennes. Seuls ceux parmi ces auteurs qui ont pris au sérieux le but fondamental de changer le travail et la vie quotidienne ont mis en évidence une perspective moins étroite. Ils ont souligné le but en commun de démocratiser l'économie pour dépasser la critique orthodoxe. Récemment Heinz Bierbaum a poursuivi ce débat³⁰. Il décrit les coopératives comme des alternatives existantes aux entreprises capitalistes orientées par la *shareholder-value*, de même qu'aux réformes néolibérales qui favorisent l'auto-entrepreneuriat comme idée et mesures pratiques contre le chômage. Il affirme que la crise actuelle a délégitimer profondément l'idéologie néolibérale, ouvrant une brèche à des idées et à des pratiques alternatives.
- 26 À l'exception de quelques textes de Flieger, des études de Plogstedt, de Klemisch et al., toutes les analyses ont en commun qu'elles ne sont pas des études de sociologie du

travail. Seul Notz réalise une vraie réflexion théorique. Il s'agit de réflexions programmatiques, de comparaisons des diverses formes d'une économie autre, d'analyses historiques, etc. Il en résulte que des dimensions cruciales pour comprendre les potentiels émancipateurs, les enjeux pour l'économie solidaire elle-même et de l'économie solidaire pour la pensée et les théories critiques restent mises de côté. À savoir : l'organisation et le procès du travail et de la production, la démocratie interne, la motivation et les besoins des membres des divers coopératives et des autres formes de l'économie solidaire pour y participer, la rémunération, la ségrégation sexuelle du travail, des tâches, des responsabilités, les échanges d'expérience parmi les individus, etc. Il en résulte aussi que l'économie n'est pas analysée comme pratique anticapitaliste et utopie concrète.

Dépasser le débat actuel

- 27 Tandis que dans le passé, des positions idéologiquement différentes se sont opposées, les auteures et activistes cherchent aujourd'hui des arguments et des terrains communs. Des divergences persistent, mais probablement pour impulser des pratiques solidaires, on renonce à discuter (trop) sérieusement. Ce n'est pas tout : les voix articulant des positions radicales au sens du vieux slogan « travailler autrement, vivre autrement » se font rarement entendre. Seuls des petits groupes anarcho-syndicalistes les défendent toujours³¹ mais ils ne se mêlent guère aux débats. L'esprit utopique perdu est peut-être alors le prix à payer à la volonté de former un mouvement pragmatique ? Souvent, on ne considère plus explicitement l'économie solidaire comme une utopie concrète partagée – une utopie qui ait son lieu malgré des restrictions structurelles qui résultent de la soumission réelle à laquelle les coopératives ne peuvent pas échapper.
- 28 Si on connaît les débats historiques, on note que les positions de la gauche syndicale qui s'intéresse aux coopératives n'ont pas changé à propos de la notion du travail : défendant la position des salariés en acceptant les règles du capitalisme comme règle du jeu, les coopératives ne servent que comme une solution pour des entreprises ou des secteurs en panne. L'idée d'une aide mutuelle des travailleurs, par la conservation et la garantie des postes de travail, apparaît séparée de toute intention de révolutionner la vie quotidienne et de tout esprit utopique³².
- 29 Puisque les textes publiés et circulant parmi les activistes et militants ne soulèvent et ne formulent pas les questions qui se posent sur un plan théorique, il faudrait que les chercheurs et théoriciens militants entreprennent cette tâche. À mon avis, une perspective critique doit soulever les questions de la démocratie et des hiérarchies entre les acteurs, des relations entre expériences vécues et idées utopiques, de la transformation des subjectivités, des relations avec d'autres mouvements émancipateurs et beaucoup d'autres. Chercher des réponses à ces questions est un défi majeur pour la sociologie critique du travail. Car il est incontournable de s'occuper de cette tradition de l'économie alternative qui est actuellement assez méconnue. Il manque des études historiques comme des études empiriques. Qui plus est, je propose que les débats théoriques qui se déroulaient dans les années 1920, comme un demi-siècle plus tard, soient repris.
- 30 Un petit groupe d'une nouvelle génération de chercheurs commence à aborder ces questions, après avoir fait des études où personne n'a lu les textes et discuté les idées de cette tradition presque oubliée dans l'enseignement universitaire. Même les professeurs

qui eux-mêmes appartenaient il y a trente ans à une génération de jeunes chercheurs fascinés par ces expérimentations et qui ont étudiés empiriquement les entreprises collectives renoncent aujourd'hui souvent à réexaminer les discussions. Pour le moment on peut prendre les observations et les discussions des acteurs de l'économie solidaire comme base pour commencer à élaborer à nouveau une approche critique. Avec les dynamiques d'une économie et d'une société en crise profonde, on peut espérer que l'économie solidaire continuera à gagner en importance, attirera davantage l'attention, et que la sociologie, pour l'instant insensible, se mettra au travail.

NOTES

1. Marcuse, H., *L'Homme unidimensionnel*, Les éditions de minuit, 1968.
2. Kluge, A., Negt, O., *Geschichte und Eigensinn*, Suhrkamp, 1993.
3. J'utilise ici « coopératives ouvrières » ou simplement « coopératives » comme abréviations du terme français traditionnel « coopérative ouvrières de production ». Officiellement on parle en France depuis quelques années des « sociétés coopératives et participatives » (SCOP). Si je me réfère à d'autres types de coopératives, je le note explicitement.
4. Voir Holloway, J., *Crack Capitalism*, Pluto, 2010 et Libertalia, 2012 ; Demirović, A., « Wirtschaftsdemokratie nach ihrem Scheitern », in Ursula Birsl, Cornelius Schley, Petra Wilke (eds.), *Demokratie der Zukunft, Zukunft der Demokratie*, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2010, p. 46 (<http://www.fes.de/cgi-bin/gbv.cgi?id=08536&ty=pdf>) ; Krätke, M., « Über Wirtschaftsdemokratie », in *Transform*, 2/2008 (<http://transform-network.net/de/zeitschrift/ausgabe-022008/news/detail/Journal/on-economic-democracy.html>) ; Wright, E. O., *Envisioning Real Utopias*, Verso, 2010 ; *Rethinking Marxism*, vol. 23, n°3, 2011 ; Albert, M., *Parecon: Life After Capitalism*, Verso, 2004.
5. Il y a aussi des débats très importants sur l'économie solidaire en Amérique latine, qui inspirent souvent des débats dans le « global nord », voir par exemple : Rebón, J., *La Empresa de la Autonomía. Trabajadores recuperando la producción*, Colectivo Ediciones - Ediciones Picaso, 2007 ; Sousa Santos, B., *Producir para vivir. Los caminos de la producción no capitalista*, México, Fondo de Cultura Económica, 2011.
6. Pour plus d'informations sur Strike Bike voir par exemple Mohrhof, F. « Strike Bike – Runde zwei », in *Direkte Aktion*, Juli/August 2008 ; Klemisch et al. *op. cit.*, 42-48 ; pour plus d'informations sur Hess Natur, voir par exemple Kobel, A., « Vorm Anfang das Ende? », in *Express* 6/2011 ; le site web de l'initiative www.hngenode.de.
7. Voir sur les tentatives K-Stadt, Wurzbacher, R., « Kampf um K-Stadt », in *Junge Welt*, 4/2/2010 ou les discussions qui précèdent de telles tentatives de reprise des magasins, par exemple Schlecker, Kobel, A., « Schlecker : Eine politische Lösung? – In der Tat! » sur le site [labournet.de](http://www.labournet.de/branchen/dienstleistung/eh/kobel3.html) : <http://www.labournet.de/branchen/dienstleistung/eh/kobel3.html>.
8. Baldacchino, G., « A War of Position: Ideas on a Strategy for Worker Cooperative Development », in *Economic and Industrial Democracy*, vol. 11 n°4, 1990, 463-482.
9. Voir l'argument d'Agnoli à propos des autres pratiques émancipatoires au quotidien : Christoph Burgmer, *Das negative Potential. Gespräche mit Johannes Agnoli*, Ca Ira, 2002, 11-27.
10. Holloway *op. cit.*
11. Egan, D., « Toward a Marxist Theory of Labor-Managed Firms: Breaking the Degeneration Thesis », in *Review of Radical Political Economics*, vol. 22, n°4, 1990, 67-86.

12. La question des traces que laisse un mouvement sur les traditions et mouvements suivants ne peut qu'être formulée ici. Trouver des réponses à cette question exige des recherches historiques approfondies. En outre, je limite mon analyse aux développements qui concernent l'Allemagne de l'Ouest. Les coopératives en RDA étaient une réalité complètement différente ; une histoire critique de leurs pratiques reste à écrire.
13. Naphtali, F., *Wirtschaftsdemokratie, ihr Wesen, Weg und Ziel*, 1928 [Bund-Verlag, Köln, 1984].
14. Voir par exemple Korsch, K. *Was ist Sozialisierung? Ein Programm des praktischen Sozialismus*. KoGA Bd. 2, S. 97-133, Offizin, 1922.
15. Voir notamment Bernardi, J., *Solidarische Ökonomie. Selbstverwaltung und Demokratie in Brasilien und Deutschland*, Kassel University Press, 2009 ; Giegold, S., Embshoff, D., *Solidarische Ökonomie im globalisierten Kapitalismus*, VSA-Verlag, 2008; Müller-Plantenberg, C., « Solidarische Ökonomie und Regionale Entwicklung », in Müller-Plantenberg, *Solidarische Ökonomie in Europa*, Kassel University Press, 2007.
16. Voß, E., *Wegweiser Solidarische Ökonomie*, AG Spak, 2010, 11-19.
17. Projektgruppe Solidarische Ökonomie, *Atlas der solidarischen Ökonomie in Nordhessen*, Kassel University Press, 2008.
18. Projektgruppe Solidarische Ökonomie, *op. cit.*, 26-36.
19. Bernardi, J., *op. cit.*
20. Dellheim, J., *Solidarische Ökonomie – ein Thema für sozialistische Politik*, Standpunkte, Rosa-Luxemburg-Stiftung, 28/2008 (<http://www.rosalux.de/publication/27955/solidarische-oekonomie-ein-thema-fuer-sozialistische-politik.html>)
21. Neumann, A., *Kleine geile Firmen*, Nautilus, 2008.
22. Klemisch, H., Sack, K., Ehrsam, C., *Betriebsübernahmen durch Belegschaften – Eine aktuelle Bestandsaufnahme*, KNI Papers 02/2010, juli 2010 (http://www.boeckler.de/pdf_fof/S-2009-303-1-1.pdf)
23. Notz, G., *Theorien alternativen Wirtschaftens*, Schmetterling Verlag, 2010.
24. Voß, E., *op. cit.*
25. Voir notamment Flieger, B., *Produktivgenossenschaft als fortschrittsfähige Organisation*, Metropolis, 1996.
26. Plogstedt, S., *Frauenbetriebe. Vom Kollektiv zur Einzelunternehmerin*, Helmer, 2006.
27. Notz, G., *op. cit.*
28. Klinger, C., Knapp, G.-A., Sauer, B., *Achsen der Ungleichheit*, Campus, 2007.
29. Voir aussi Habermann, F., *Halbinseln gegen den Strom: Anders leben und wirtschaften im Alltag*, Helmer, 2009 ; Gibson-Graham, J.K., « Enabling Ethical Economies: Cooperativism and Class », in *Critical Sociology* vol. 29, n°2, 2003, 123-161.
30. Bierbaum, H. « Renaissance der Belegschaftsbetriebe? Zur Diskussion in den Gewerkschaften », in *Luxemburg* 3/2011. Bierbaum H., « Renaissance der Genossenschaften? », in *Forum Wissenschaft* 3/2008.
31. FAU-Hamburg, *Positionspapier Kollektivbetriebe*, 2011.
32. Schlosser, I., Zeuner, B., « Gewerkschaften, Genossenschaften und Solidarische Ökonomie », in Altvater, E., Sekler, N., *Solidarische Ökonomie*, VSA, 2006

INDEX

Mots-clés : critique du travail, correspondance, artistes, socialisme vert, travailleurs culturels, Wertkritik, Gorz André, dialogue, Vincent Jean-Marie, écologie, modèles alternatifs, Marx Karl, penser le Capital, ethos du travail, Eglise Orthodoxe, salariat, domination

AUTEUR

STEFAN KERBER-CLASEN

Sociologue à l'ISO, Instituts für Sozialforschung und Sozialwirtschaft, Sarrebruck.